



Résister!

#7-Décembre 2011

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

Que cent mille fleurs s'épanouissent !



Rossinot dans les choux !
Rousselot aux fraises !
Garcia dans les pétunias !



Une belle fin de saison pour les jardiniers de la Méchelle, le long des rives de la Meurthe, à Tomblaine, et pour les mains vertes des jardins Voirin, à Laxou, pour les promeneurs, les joggeuses, les amoureux de la nature, de l'air frais et de la terre mouillée. L'association « Jardins Voirin, des jardins pour demain » et le collectif « Les Pieds sur Terre » récoltent les fruits de leur mobilisation contre deux projets d'urbanisation de terres vivrières.

• À Laxou, les citoyen(ne)s étaient invité(e)s par leur maire, Laurent

Garcia, à participer à une consultation locale, le 27 novembre dernier. La question qui leur était posée est fameuse (elle a d'ailleurs servi l'an dernier pour l'oral d'entrée de l'École nationale d'administration). La voici : « Souhaitez-vous que la partie Sud des "Jardins Voirin" demeure constructible sous réserve des nouvelles règles d'encadrement strict et des dispositions renforcées en faveur du développement durable indiquées dans le projet de PLU ? » (Le PLU, c'est le plan local d'urbanisme.) Quand la question est posée si poliment, on ne peut guère

Prix

Le prix est librement fixé par le lecteur.
Le prix de revient de ce numéro est de 0,40 €

**NIQUE
ST
FUCKOLAS**

page 3

**SOCIAL
TOUJOURS
PIRE**

pages 4 et 5

**UMP
NAZIONAL**

page 9

faire autrement que de refuser. Résultat : 77 % des 700 votants ont dit « non ».

• À Tomblaine, l'extension du stade Marcel-Picot tombe à



l'eau. En demandant une redevance annuelle en plus de tout le reste, les multinationales consultées, Vinci et Bouygues, n'ont pas respecté le cahier des charges de l'appel d'offres lancé par la communauté urbaine du Grand Nancy. En tout cas, c'est la raison invoquée pour tout arrêter. Les pauvres ! Nous invitons les bétonneurs à manger des légumes, plutôt que de vouloir se goinfrer sur le dos de la collectivité.

Ces deux combats sont-ils gagnés ? Eh bien, pas vraiment.

• D'un côté, le désopilant maire de Laxou a pris acte du résultat de son « référendum », dont il a dit vouloir « fortement » tenir compte, mais sans oublier de rappeler qu'en matière de PLU, la communauté urbaine aura le dernier mot. Ce qui s'appelle botter en touche. La mobilisation doit donc continuer. En janvier 2012,

"ce temple du football que l'Europe entière ne nous envie plus"

une enquête publique sera lancée à propos du PLU de Laxou.

• De l'autre côté, l'abandon du projet d'extension du stade Marcel-Picot ne garantit absolument pas que les terres cultivées en contrebas de ce temple du football que l'Europe entière ne nous envie plus ne seront pas dévolues à l'on ne sait quelle nouvelle lubie : parking durable, hypermarché durable, palais des congrès durable, caserne des pompiers durable, statue de Charles-III durable, hippodrome durable... Enfin, quelque chose de cher, d'inutile, de moche... mais de durable.

En attendant, le collectif « Les Pieds sur Terre » crache dans ses mains, prépare ses outils, pour faire pousser toutes les actions visant la sauvegarde et le classement en zone verte non constructible de tous les jardins, vergers ou potagers situés sur le territoire du Grand Nancy.

Piéro

R

Décidément l'actualité croule sous les affaires en cette période pré-électorale essentielle où nous allons choisir le sauveur, -se de la France. La Princesse de Yougoslavie, ex de M. Gaubert, conseiller de Nicolas Sarkozy, a balancé son époux : elle savait qu'il transportait des valoches remplies de l'argent qui aurait financé la campagne de Balladur, dit le Pélican, en 2002. Le PS depuis Limoges, dans un remake de porcelaine et vieilles sacoches, en la personne de son secrétaire par intérim nommé Désir a sommé le Président de s'expliquer. M. Takiédine, porteur de valise et grand voyageur, celui-là même qu'on voit sur la photo de vacances à côté de Jean-François Copé, ancien ministre du budget, a admis qu'il était l'intermédiaire pour les commissions. En attendant les Karachi comme on les appelle, orphelins de leurs parents victimes de l'attentat, 11 salariés de la société DCN (à l'époque) ont écrit à Nicolas, fêté le 6 décembre.

Histoire ancienne, depuis le torchon a brûlé entre le PS et les EELVés pour un petit paragraphe qui a disparu de l'accord signé par Cécile Duflot [CD] et la dame des 35h pour les législatives de 2012. Les EELVés se sont fait nukés par les éléphants roses pro-nucléaires ! Un éléphant ça trompe énormément et CD l'a appris à ses dépens !? Ces quelques lignes portaient sur le MOx, Mélange d'Oxydes, combustible résultant du retraitement des déchets nucléaires, un peu de plutonium et beaucoup d'uranium appauvri, qu'on brûle dans 20 de nos réacteurs et qu'on a revendu au Japon, voir le réacteur 3 de Fukushima et sa fumée noire annonciatrice de mauvaises nouvelles pour le monde.

Et voilà que le débat présidentiel roule sur la filière nucléaire en France, le buzz ! Jean-Vincent Placé, sénateur vert de l'Essonne, s'en explique chez Ruquier, Eva va rester, re-buzz ! BZZ... On a eu la Prem's socialiste, on l'a dans le nuke. Du coup la rigueur passe mieux, les guirlandes à LED importées de Chine prêtes à cramer à la moindre occasion sont déjà en magasin, la chaîne Carlton offre des promotions pour décembre. Oubliés le sirtaki, le chorizo, le bunga-bunga, la Merkozy a de beaux jours devant elle ...

Les boules !*** (Triple boule)

CJ

R



Baloches, valoches, pétouche !

L'ABRUTI DU MOIS



Y a pas idée pour un curé de se promener dans les rues de Nancy en donnant des bonbons aux enfants. Par les temps qui courent ça fait jaser. Certes, le bonhomme est coutumier du fait, et depuis le temps, les enfants ne lui en veulent pas. Mais bon, il n'a aucun scrupule à se trimballer à deux à l'heure dans une sorte de 4*4 géant en créant des bouchons monstres. Il n'hésite pas à serrer la main des maires de Nancy quels qu'ils soient depuis des années...

(Tiens d'ailleurs sous l'occupation, il faisait comment ?...)

Il est copain comme cochon avec son soi-disant ennemi.

Bref, il se fout un peu de notre gueule et depuis longtemps, mais on ne va pas trop le dénoncer:

Saint Nicolas est turc, et si ça se trouve, il n'a même pas de papiers !

De là à ce qu'on l'envoie en prison au centre de rétention administrative de Metz !

Encore qu'il y retrouverait sûrement des gosses à qui refiler ses bonbons...

Communiqué de presse

Collectif « Les Pieds sur Terre »

(3 décembre 2011)

Stade final pour l'extension de Marcel-Picot

Le collectif "Les Pieds sur Terre" a appris avec plaisir la décision de la communauté urbaine du Grand Nancy de renoncer à accueillir l'Euro 2016 et d'agrandir le stade Marcel-Picot. Notre collectif, constitué en septembre de cette année, a toujours dénoncé un projet économiquement non viable et décidé sans concertation ni transparence

L'extension du stade Marcel-Picot et de ses abords entraînant, de plus, la destruction d'une soixantaine de jardins ouvriers situés sur les rives de Meurthe, en face de l'étang de la Méchelle, classé par ailleurs espace naturel sensible. Notre collectif a déjà lancé plusieurs actions pour la sauvegarde des jardins de la Méchelle, dont une pétition qui a recueilli en deux mois près de 1 500 signatures et une « remise officielle » de légumes aux élus de la CUGN le 25 novembre.

L'abandon du projet d'extension du stade Marcel-Picot, à laquelle plus de la moitié des Grands Nancéiens étaient opposés, devrait en toute logique se traduire par une décision de la CUGN et de la mairie de Tomblaine de sauvegarder les jardins de la Méchelle.

Nous serons attentifs aux déclarations des élu(e)s à ce sujet dans les prochains jours.

En attendant, le combat de notre collectif se poursuit : nous entendons rappeler aux élu(e)s l'importance sociale, environnementale et vivrière des jardins ouvriers dans la cité, comme le préconisait le rapport de juin 2009 du Conseil du Développement Durable du Grand Nancy ; nous luttons pour la sauvegarde et le classement en zone verte non constructible de tous les jardins, vergers ou potagers situés sur le territoire du Grand Nancy.

Le maintien de surfaces agricoles ou vivrières dans les communautés urbaines est un besoin vital. Pour rappel, chaque semaine, en France, 1 300 hectares de surfaces agricoles sont détournés de leur fonction première.

Les citoyen(ne)s sensibles à cette question sont invité(e)s à rejoindre le collectif lors de sa prochaine réunion 14 décembre 2011, à 19 h, au bar « Le Molitor » (rue Molitor), à Nancy.

Le collectif "Les Pieds sur Terre"

...> Pour en savoir plus contacter l'association « Jardins Voirin, des jardins pour demain » : <http://www.jardinsvoirins.fr/>

...> Pour en savoir plus : <http://piedsurterre.blogspot.com/>

...> La pétition en ligne : <http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2011N14923>



Un merveilleux hiver à Nancy

A un bout de la chaîne, le gouvernement des riches crée la misère, traque toute forme de solidarité, de redistribution, les députés umpistes sabrent tous les budgets sociaux, votent des cadeaux aux actionnaires. A l'autre bout de la chaîne, pour gérer localement la misère, l'Etat confie la gestion de l'urgence à des associations. A Nancy : ARS, Grand Sauvoy, Regain. Elles sont dirigées par des conseils d'administration truffés de seconds couteaux de l'UMP : Lévy Jurin, Schléret, Rosso-Debord. Valérie Rosso-Debord par exemple, vote avec entrain à l'Assemblée Nationale les baisses d'impôts, les coupes budgétaires, et à Nancy pleure des larmes de crocodile sur la misère, quand elle ne joue pas les dames de charité.

Un merveilleux hiver à Nancy ? Sûrement m'sieur le maire, mais pas pour tout le monde ! Entre Nancy, Lunéville et Pont-à-Mousson fin novembre 2011, un peu plus de 1300 personnes sans logement sont hébergées dans des foyers, des résidences, voire dans des hôtels Formule1 quand les foyers sont pleins.

Ces gens sont dans l'urgence : chômeurs pauvres, femmes, enfants, fuyant la violence, travailleurs pauvres, demandeurs d'asile. 1300 !? C'est beaucoup ? Oui, c'est évidemment 1300 de trop, mais c'est seulement 0,25% de la



population totale de la région : une ville qui se prétend humaniste nichée au cœur du pays des droits de l'Homme doit pouvoir y faire face.



L'hébergement d'urgence peut durer d'une nuit à 6 mois (renouvelables 1 fois). Mais répondre à l'urgence, ce n'est pas seulement héberger quelques jours, c'est aussi trouver des solutions, accompagner. Etre hébergé c'est rencontrer des éducateurs, avoir accès à des soins, pouvoir faire valoir quelques droits. Enfin ça devrait être comme ça, mais des éducateurs, il y en a de moins en moins : économies, crise, dette, LOLF (*Loi Organique relative aux Lois de Finances*), non remplacement, etc.

Fin novembre toujours, il reste à peine 40 places libres sur toute la région, dès qu'il va faire froid, très froid, les besoins vont exploser. D'ici quelques jours, quelques semaines, ça va être terrible, les foyers seront bondés, il n'y aura plus de place, alors l'Etat va louer en urgence des chambres d'hôtel et très rapidement nous annoncera qu'il n'y a plus de fric, donc plus d'accueil, donc des gens à la rue.

Tout ça, tout le monde le sait : le préfet, les députés : ceux de l'UMP qui organisent la misère, ceux du PS qui se taisent. La solidarité à Nancy comme partout, c'est pour ces gens-là, une gestion à flux tendu. On gère les gens qui sont dans la merde comme de vulgaire marchandises. Pas de stocks : on avisera.

Si quelqu'un meurt dans la rue cet hiver, ça ne sera pas la faute à pas de chance : ce sera la responsabilité du gouvernement, des députés, de l'UMP. Les responsables sont ceux qui créent la misère et refusent de la gérer. Il est évident que face à une situation de crise, la solution serait de créer des structures d'accueil,

pérennes et adaptées. C'est-à-dire d'investir dans le social. C'est plus efficace que de louer des chambres d'hôtel au coup par coup. Sauf que, dès que l'on dit ça, on a droit au couplet sur le fric qu'il n'y a pas et au couplet sur la théorie de l'appel d'air : si on fait des conditions correctes aux pauvres, il y en aura de plus en plus. C'est comme ça les pauvres ça doit en baver.

La solidarité n'est pas à la mode. L'UMP chasse sur les terres du FN, et fait passer les pauvres pour des fraudeurs, le PS chasse sur les terres de l'UMP, et pendant ce temps, les pauvres croupissent et se gèlent les miches.

Ah oui, décidément un merveilleux hiver à Nancy !

R

- UDAF 54 -

DIRECTION DEMISSION

Nous avons déjà eu l'occasion d'aborder la situation sociale désastreuse de l'UDAF 54 (voir RésisteR #1, mars 2011). Les 80 salariés de l'UDAF 54, travailleurs du secteur social, répartis entre Longwy, Lunéville et Nancy, ont à subir des méthodes de gestion qui les mettent sous pression et confinent au harcèlement. C'est particulièrement vrai pour les représentants syndicaux, comme viennent l'illustrer les derniers épisodes.

Le 13 octobre le directeur est monté à Lunéville pour mettre à pied, sans salaire, deux salariés protégés. Le motif est qu'en consultant le recueil des actes administratifs émanant de la préfecture, il a vu qu'ils avaient obtenu leur agrément pour exercer des mesures de tutelle à titre privé. Ils sont donc accusés d'un truc assez confus entre "concurrence déloyale" et "manquement à l'obligation de loyauté envers l'employeur" ART L.1232-1 du code du travail. L'entretien préalable au licenciement a eu lieu le 28 octobre, mais le 3 novembre le CE extraordinaire a voté contre. L'inspection du travail doit faire son enquête et prendre une décision.

Les deux collègues sont totalement intègres, ils étaient dans des actes préparatoires de reconversion professionnelle. Lors de la mise à pied, le directeur a demandé à l'un d'eux d'ouvrir son sac pour s'assurer qu'il n'emportait pas de document ni de matériel de l'UDAF. Ce

On ne peut que dénoncer les méthodes du directeur, retraité de la police, qui se venge ouvertement sur les représentants du personnel et qui traite les salariés comme des merdes...

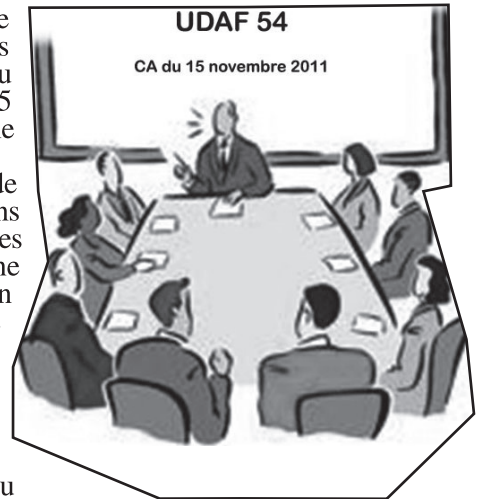
sont des méthodes policières très humiliantes pour ces salariés qui font preuve d'un travail irréprochable au sein des services depuis des années. On ne peut que dénoncer les méthodes du directeur, retraité de la police, qui se venge ouvertement sur les représentants du personnel et qui traite les salariés comme des merdes depuis sa prise de fonction en 2008.

On a fait une heure de débrayage sur l'antenne de Lunéville le 19 octobre lors de la visite du directeur venu faire des entretiens

d'embauche et souhaitant voir l'équipe pour lui expliquer la nouvelle organisation de l'antenne, suivi d'un rassemblement intersyndical le 28 devant le siège à Nancy (environ une cinquantaine de personnes dont la moitié de partenaires) avec nos collègues qui sortaient de l'entretien.

Un troisième salarié protégé vient d'être mis à pied sans salaire le 3 novembre (l'après-midi même du CE auquel il avait lui-même assisté !), son entretien préalable de licenciement a eu lieu le 16 novembre. Là aussi, l'inspection

du travail doit rendre son avis. Nous avons appelé à un nouveau rassemblement le 15 novembre avant le Conseil d'administration de l'UDAF. Nous avons accueilli les membres du CA avec une banderole : « Direction démission » et nous avons eu de la part des administrateurs des réflexions du genre : « Vous n'avez qu'à trouver du boulot ailleurs » ou des questions insultantes du style : « Vous n'avez pas d'enfants à garder à cette heure-ci ? ». Il est vrai qu'il s'agit d'administrateurs d'une association du secteur social, cherchez l'erreur !



L'objectif était de réveiller le CA qui boit le double discours de la direction comme du petit lait alors que l'UDAF est en train de couler. Les dysfonctionnements sont tels que depuis le début de l'année, les juges du Tribunal d'Instance de Nancy ont suspendu la distribution de mesures, c'est-à-dire qu'ils ne confient plus le suivi de majeurs protégés à l'UDAF, à cause des plaintes qui leur arrivent (standard, accueil général...). Je crois qu'on a perdu trois postes et demi depuis deux ans. Entre les conditions de travail qui se dégradent à cause de l'effectif réduit et la pression exercée par la direction, il devient de plus en plus compliqué d'assurer nos missions qui sont, rappelons-le, de venir en aide à des personnes en grande difficulté.

Avant dernière minute (lundi 5/12/2011) :

L'inspection du travail a rendu un avis défavorable au licenciement des trois salariés. Il se sont donc présentés au bureau de Lunéville ce matin. Leur cadre les a immédiatement convoqués et leur a demandé de rentrer chez eux car le directeur refuse leur réintégration. Il se met ainsi hors la loi en refusant d'appliquer une décision administrative. Comme les collègues s'attendaient à ce genre de réaction, ils ont fait intervenir un huissier qui a établi un constat du refus de la direction. Un nouveau rassemblement est prévu vendredi 9 entre midi et deux devant l'UDAF.

Dernière minute :

Monsieur le Directeur s'est sans doute rendu compte de sa ...nerie et a demandé aux trois collègues de venir au travail demain.

Domage pour lui ...

Le constat d'huissier est fait !

Corinne.

R

Date limite d'envoi des articles pour Résister#8 : 15/01/2012

Comité de rédaction : 16/01/2012

Date de parution de Résister#8 : 21/01/2012

=====

Points de dépôts :

*** Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy**

*** Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy**

*** Bar B'Arts : 29bis, rue Gambetta - Pont à Mousson**

*** Vêt Ethic : 33 rue St Michel 54000 Nancy**

CRÉATION DE L'ASSOCIATION "CENTRE CULTUREL ASSOCIATIF DE NANCY"

Une nouvelle association vient de se créer à Nancy. Sur des bases autogestionnaires, elle a pour but de créer et gérer un centre culturel alternatif et militant à Nancy, un lieu de convergence et de rencontres ouvert à tou-te-s, un lieu qui actuellement manque cruellement à Nancy pour favoriser les actions politiques libertaires et autres.

AIDEZ LE PROJET

Pour un Noël anticapitaliste : aidez le centre culturel autogéré de Nancy à naître.

Voilà. L'association "Centre Culturel Associatif de Nancy" est presque prête à donner vie à un lieu militant pérenne, ouvert et bien vivant ! Un bar associatif, librairie/bibliothèque, lieu de réunions et de rencontres, de projections, débats et autres soirées.

Il ne manque plus qu'une chose pour pouvoir investir un lieu : de l'argent pour payer le matos du bar, le loyer, la caution et des travaux. Nous devons récolter 4000 à 5000€ pour commencer, et nous ne pouvons compter que sur les dons de soutien et les cotisations tant que nous n'avons pas de locaux. Alors voilà c'est le moment d'en parler à vos camarades, compagne-gnons, ami-e-s, sœurs, frères, parents, grand-parents, voisin-e-s, collègues, au père Noël et la maman Noël : "si vous voulez bientôt bénéficier d'un centre culturel alternatif à Nancy, donnez ce que vous pouvez". Nous sommes également à la recherche d'éventuel-le-s investisseur-euse-s qui pourraient prêter de l'argent à l'association pour l'achat d'un local, ces investisseur-euse-s seront remboursé-e-s intégralement sur 10 ans.

En espèces ou chèque à l'ordre de "Centre Culturel Associatif de Nancy", venez à l'AG ou contactez la trésorière à l'adresse suivante :

an.bigard@laposte.net.

Merci.

Pour en savoir plus, contacter l'association : ccan@culina.herbesfolles.org

Ô dette! Audit?

Que ferions-nous si demain le gouvernement annonçait une baisse de 40% des salaires à compter du mois de novembre? Que ferions-nous si demain notre employeur nous annonçait : un seul fonctionnaire recruté pour dix départs en retraite? Que se passerait-il si les retraites à partir de 1200 € étaient réduites de 20%? Que se passerait-il si 30 000 fonctionnaires étaient sortis de leur emploi cette année et mis en attente avec 60% de leur salaire, avec obligation de retrouver un emploi dans les 12 mois?

Deux solutions: courber l'échine et attendre les coups ou s'organiser pour que le rapport de force ne permette pas de faire peser sur les seuls salariés «grecs aujourd'hui, français ou italiens demain», retraités et chômeurs, une dette dont ils ne sont pas responsables. L'indignation ne suffira pas à faire supprimer ces mauvais choix! Les Grecs multiplient grèves et manifestations, alors que 200 milliards (grecs) seraient déposés dans des banques suisses: de quoi sans doute boucher quelques trous!

Sans concertation le gouvernement français augmente les taxes tous azimuts, gèle les salaires, les prestations familiales... ne fait pas cracher au bassinet la classe possédante. Tout ça sur fond nauséabond de valises bourrées de fric qui voyagent... Nous ne disons pas «tous pourris», mais nous constatons que les politiques sont naturellement enclins à partager les idées et les solutions des financiers, des grands capitalistes et du MEDEF plutôt que les nôtres. Ils sont prompts à renflouer les banques et à laisser tout se dégrader jusqu'à disparaître (l'école publique, l'hôpital public), et à nous ponctionner plus que de raison.

Nous constatons que les dégâts des politiques successives ont toujours enrichi les mêmes et rendu plus difficile la vie du plus grand nombre. Nous sommes arrivés à un point de non retour. Nous, les 99% que je préfère appeler la classe ouvrière, devons refuser tout chantage aux avantages acquis, aux droits sociaux. **Nous devons exiger partout des inventaires de la DETTE.**

La dette est constituée par quoi au plan national et au plan local? Où vont les intérêts versés? A qui sont-ils versés? Quels fonds nourrissent-ils? Qui sont les responsables des organismes prêteurs? Le temps est arrivé de connaître les noms de ces prévaricateurs bien organisés... Cette fameuse dette doit être considérée comme un investissement si elle sert à financer l'école, la culture, les soins, la recherche... le bien collectif! En revanche si la «dette» est constituée par des dépenses de connivence politique, vers l'industrie pharmaceutique, les marchands de canons, les spéculateurs... elle doit être annulée, elle n'existe pas.

Exigeons tous ensemble cet «audit» de la dette. Il serait étonnant que cet inventaire ne permette pas à un moment où à un autre de mettre en lumière quelques systèmes juteux, et qu'il ne nous permette pas d'exiger de faire peser les conséquences de cette incurie sur les responsables, qu'ils soient politiques ou financiers. C'en est fini d'accepter que quelques-uns se gobergent des bénéfices d'une crise qu'ils ont créée de toutes pièces, aidés et soutenus par des politiques peu dévoués, c'est le moins qu'on puisse dire, à l'intérêt général sur le long terme!

Utilisons les moyens à notre disposition pour obtenir gain de cause, avec détermination et joie de vivre, retrouvons le chemin des pauses café syndicales, des réunions informelles après le boulot, le chemin des manifs, soutenons les collectifs chaque fois qu'une injustice est dénoncée. Réaffirmons encore et encore que le bien-être de tous passe par des revendications simples, des exigences exprimées, pour que la vie soit plus belle. Chantons, dansons si c'est nécessaire, crions sur tous les tons : notre refus d'être asservis par un système politico-économique dévoyé. Retrouvons le chemin de toutes les luttes... L'hiver européen devrait être chaud : tous les ingrédients sont là. Reste à vouloir, tous ensemble, virer vers le chemin de « la sociale » !

Mimi



Audit?

Au secours!

La dette publique est présentée comme un fléau: aucun Etat ne pourrait s'y soustraire sans se trouver en faillite. Il faudrait donc rembourser indéfiniment, aux banquiers et financiers qui ont "prêté" aux Etats, des sommes faramineuses qui manquent de fait au fonctionnement des écoles, des hôpitaux, et des services publics en général. Las! A tout ça les Grecs ont commencé à dire non et l'idée fait son chemin d'exiger un "audit" des dettes publiques. Est-ce vraiment une bonne idée? Faut-il confier à des "experts", professionnels en sciences économiques l'analyse de la dette pour décider lesquelles sont légitimes et lesquelles ne le sont pas? On a plutôt envie de dire non! La dette c'est l'affaire de toutes et tous, et si les spécialistes peuvent éclairer et aider à la compréhension des mécanismes et des enjeux, ce n'est pas à eux, minorité même bien intentionnée, de trancher ce qui est bon et ce qui ne l'est pas. On a aussi envie de dire que la dette publique n'est pas légitime, quelle qu'elle soit, pas plus d'ailleurs qu'une bonne partie de la dette privée qui conduit certains foyers au "surendettement".

Alors plutôt que de confier un audit à des spécialistes, construisons des conseils populaires pour l'abolition des dettes publiques. Des militants ont commencé à mettre cela en place en Alsace, une piste à suivre.

(voir la revue *A Contre*
Courant: acontrecourant.org/)

La taca taca tac tac tiqu'du gendarme

Le dernier samedi de chaque mois Place Stanislas, c'est cercle du silence. Manifestation tranquille mais déterminée en solidarité avec les personnes sans papiers victimes de la chasse à l'étranger organisée par le pouvoir. Ça dure depuis quatre ans. Bien que ce soit plutôt tranquille, ça emmerde la préfecture.

« Manifestation », « étrangers », « sans papiers »...
sont-des-mots-qui-vont-très-bien-ensemble, très bien ensemble...
mais... qui donnent des boutons à toutes les huiles des préfectures, et qui font frétiler les moustaches et les matraques des pandores.

« Manifestation », « étrangers », « sans papiers »...
sont-des-mots-qui-vont-très-bien-ensemble, très bien ensemble...
mais... qui donnent des boutons à tous les fachos du front national, et qui font s'entrechoquer les deux neurones des jeunes fascistes.

Le 26, dernier samedi de novembre, c'est donc cercle du silence : 150 personnes, peut-être plus, sont Place Stanislas. Une vingtaine de pandores sont en faction devant la préfecture.

Soudain deux jeunes fascistes, bien connus des services de police, passent tranquillement devant ladite police, direction le cercle du silence. Arrivés place Stan, les nazillons font les malins (de loin) et provoquent depuis le coin de la place (pas loin des flics). Quelques militants antifascistes se dirigent vers eux et leur demandent de partir...

Casse toi tu pues, et marche à l'ombre...

Casse toi tu pues, et marche à l'ombre...

Les deux compères font mine de s'exécuter, retournent devant la police, toujours immobile, puis ils reviennent vers la Place Stan. Ré-explication avec les antifascistes, le ton monte. La police arrive, sépare tout le monde, laisse partir les deux nazillons aussi tranquillement qu'ils sont venus (merci les gars, au mois prochain !), et arrête sans ménagement deux militants antifascistes qu'elle plaque contre les grilles de la Place Stan. Quelques badauds s'extraient alors du cercle du silence pour demander des explications, proposer leur témoignage, et surtout observer la suite des événements. La suite c'est la police au travail : la police qui tutoie, se moque, fait des leçons de morale, menace... Et finit par relâcher tout le monde, après avoir relevé des identités.

Les manifestants ont pu retourner enfin à leurs oignons.

... leur auraient mêm' coupé les choses

... par bonheur ils n'en avaient pas

... leur auraient mêm' coupé les choses

... par bonheur ils n'en avaient pas!

Tsoin tsoin!



D'après le personnage de Michel Ocelot

L'UMP National!

Il y a quelques jours, je remonte la rue St-Georges à Nancy. Mon regard est attiré par des affiches bleu-blanc-rouge. Il me vient aussitôt cette réflexion : «*Tiens, le Front national remet ça, comme à chaque élection!*». Une lecture rapide des slogans ne laisse aucun doute.

Sous le même bandeau «*Fiers de nos valeurs*», se succèdent cinq injonctions explicites :

- *Oui à la sécurité, Non au laxisme.*
- *Oui à la solidarité, Non à la fraude.*
- *Oui au travail, Non à l'assistanat.*
- *Oui à la laïcité, Non à la burqa.*
- *Je crois en la France.*

Bizarre, il manque «*la France aux Français*».

Un oubli? A ce moment, je m'aperçois que je suis devant la permanence de l'UMP!

Dédé le Roitelet a de Stanislas l'embonpoint royal et le pouvoir séculaire : deux fois ministre, six fois député et près de trente ans maire de Nancy. Notre Prince des Lumières doit se féliciter que son parti ne soit plus membre de l'UMP, depuis la candidature éphémère de l'ex-futur président Borloo ! Notre Grand-Duc doit exécrer la tonalité nationaliste de ce début de campagne en bon radical valoisien et franc-maçon qu'il a toujours été.

En politicien professionnel, il est aguerri de toutes les combines et autres basses manœuvres. Sans doute résigné à de nouveau soutenir la candidature Sarkozy, l'UMP peut-elle espérer un moindre cadeau de sa part, comme il a failli le faire pour la campagne présidentielle de 1995?



Cette année là, il avait rallié le tandem Balladur-Sarkozy. Avec eux, il avait inauguré en grande pompe une permanence de campagne dans une maison cossue de la rue du Pont Mouja. Des lignes téléphoniques avaient été installées et... facturées à la mairie de Nancy ! Le fait connu, la rectification n'a pas tardé. Il s'agissait d'une «erreur»!

Qui en douterait ?

Sûrement pas les familles des victimes de l'accident de Karachi, ni des magistrats qui enquêtent encore sur d'éventuelles rétro-commissions qui auraient financé la campagne Balladur-Sarkozy. Encore moins notre chère, très chère Liliane qui ne se souvient même pas avoir jamais déposé ses «valises» à Nancy. Et si notre impérial Dédé doit se soumettre à la solidarité électorale, il dira Non à la fraude... la tête haute et les mains propres!

Léon De Ryel.

R

L'Association de Solidarité avec le Peuple Sahraoui communique

Le Comité des Nations Unies contre la torture s'est réuni pour sa quarante-septième session à Genève du 31 octobre au 25 novembre. **Composé de 10 experts indépendants, il est chargé par le Conseil des Droits de l'homme de la surveillance de l'application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants par les Etats parties signataires de la Convention.**

Pour la première fois, le long rapport adressé au Maroc ne l'exonère pas de ses manquements, en particulier concernant la situation faite aux Sahraouis.

Le Comité s'est déclaré " *préoccupé par les allégations reçues sur la situation au Sahara occidental où seraient pratiqués des arrestations et détentions arbitraires, détentions au secret, tortures et mauvais traitements ... Le Comité regrette l'absence dans le code pénal marocain d'une disposition rendant imprescriptible le crime de torture et recommande au royaume de devoir s'assurer que, conformément à ses obligations internationales, ceux qui se rendent coupables d'actes de torture, tentent de commettre de tels actes, sont complices ou y participent, puissent faire l'objet d'enquêtes, soient poursuivis et punis sans qu'ils puissent bénéficier d'aucun délai de prescription. Il est également préoccupé par certaines dispositions qui donnent la possibilité d'amnistie et de grâce pour les auteurs de torture*".

Le Comité pointe aussi les événements de Gdeim Izik et le démantèlement du camp avec précision et surtout il recommande au Maroc de traduire en justice les responsables des actes de violence et de modifier sa législation afin de garantir aux civils un jugement par des juridictions civiles.

"*Le Comité est tout particulièrement préoccupé par les événements relatifs à l'évacuation du camp de Gdeim Izik, par l'absence de toute enquête impartiale et efficace, ce qui empêche de faire la lumière sur l'événement et d'établir des responsabilités éventuelles au sein des forces de l'ordre ... Il reste sérieusement préoccupé par le fait que les procès auront lieu devant les tribunaux militaires alors qu'il s'agit de personnes civiles.*"

Pour compléter le communiqué des Nations Unies contre la torture, il faut préciser qu'actuellement et depuis le 31 octobre, 22 Saharouis sont en grève de la faim dans la prison marocaine de Salé. Ils réclament simplement le droit à une justice équitable. Ils ont été arrêtés le 8 novembre 2010 lors du démantèlement du camp de Gdeim Izik dont il est question plus haut.

Philippe,
président de l'ASPS Lorraine



Campagne contre les jouets sexistes : l'égalité c'est dès la naissance !

Qu'est-ce qu'un jouet sexiste ?

Parler de « jouets sexistes » est un raccourci destiné à la prise de conscience de l'usage sexiste des jouets. En effet, il suffit d'ouvrir un catalogue de jouets ou d'entrer dans un magasin de jouets pour constater que ceux-ci sont triés entre « jouets filles » et « jouets garçons ». Ce type de « tri » a pour conséquence directe de participer à l'imposition de rôles genrés aux enfants.

Pour être clair, lorsqu'un adulte souhaite acheter un jouet pour un enfant, il sera automatiquement guidé selon le sexe de l'enfant, comme si cela pouvait être une donnée pertinente pour le choix d'un jouet. Ainsi, on proposera des meccanos, playmobils, grues et autres pistolets – dans une ambiance bleue – aux garçons, et des barbies, poupons, aspirateurs et autres dinettes – dans une ambiance rose – aux filles. Les jouets sont donc utilisés comme des outils participant à l'éducation sexiste des enfants.

Tu es une fille ? Tu pourras t'entraîner à faire le repas, t'occuper des enfants, faire le ménage, te maquiller, devenir infirmière ou institutrice... Tu es un garçon ? Tu pourras t'entraîner à fabriquer des engins, te battre, bricoler, devenir docteur ou pompier...

Pour participer à notre campagne (tracts et autocollants), contactez-nous : contact@collectif-debout.org



Retrouvez l'intégralité de cet article sur le blog du Collectif Debout! et sur le site du Collectif RésisteR!

<http://collectif-debout.org/>

<http://www.crr54.lautre.net/>



L'issue sera collective, ouverte et internationaliste

Fuck the system!

Pas une semaine ne se passe en Europe sans l'annonce d'un plan d'austérité, de nouvelles mesures pour sauver les banques, et de réactions de rejet des populations. N'en déplaise à quelques loufoques (y compris sincères, y compris dans nos rangs !) qui attribuent tout cela aux fantasmes des journalistes et idéologues du système, le navire capitaliste prend l'eau et s'enfonce dans une véritable crise. Il ne suffit pas de répéter : «*Ce n'est pas notre crise, c'est celle des financiers, c'est à eux de la payer*». C'est la crise du

monde dans lequel nous vivons depuis des siècles, le monde marchand, qui est en train de basculer. Il ne suffira pas de «*faire payer les riches*» ou de «*taxer les profits*», d'imposer «*un autre partage des richesses*» pour remettre les choses à l'endroit. Il faut tout reprendre de bas en haut.

Bien sûr il ne s'agit d'exonérer aucun des tristes bouffons au service de l'ordre, qu'ils s'appellent Sarkozy ou Hollande, de leur responsabilité dans la

situation de crise sociale générale dans laquelle s'enfoncent les peuples. Les courants qu'ils représentent incarnent tout au plus les variantes d'une option politique unique, celle de l'adaptation de la société aux besoins toujours plus pressants de la rentabilité économique. De la casse des collectifs de travail à la marchandisation du vivant, en passant par le management destructeur, l'individualisation et le consumérisme à outrance, la normalisation de la culture, les peurs savamment entretenues, le flicage généralisé : c'est l'ensemble de la vie sociale qui a été mis en coupe réglée par le système avec leur collaboration active.

De la décomposition ambiante peuvent ressortir le meilleur comme le pire. Le pire, on en voit le bout du nez avec la fille Le Pen qui n'a pas à forcer beaucoup pour défendre ses insanités, tant le terrain est préparé depuis des années par TF1, Hortefeux, Besson, Valls et Guéant. La démagogie sécuritaire, nationaliste, raciste, anti-immigrés, tout cela fait partie de la boue dont les médias nous abreuvent quotidiennement. La dernière grande crise capitaliste, celle de 1929, avait suscité l'émergence de la fange fasciste avec le succès que l'on connaît. Quand le système est en crise, qu'il faut mater les

peuples, rien de tel que de susciter les divisions, d'attiser les haines, de semer la confusion (comme entre le national et le social)... et de lâcher les chiens.

L'issue sera collective. Plus grand monde n'espère éviter les coups tout seul, il faut entrer en politique. Mais le vote, la délégation de pouvoir à des chefs, la délégation des luttes aux syndicats, tout cela ne peut conduire à rien d'autre que l'approfondissement de la crise. Tout cela fait écran aux tâches

de l'heure. Il faut reprendre les choses en main par en bas, ensemble, arrêter la machine dans sa course vers l'abîme, se poser et s'engager sur d'autres voies pour réorganiser l'économie et la société. Aucun élu, aucun militant ne le fera à la place de collectifs populaires.

L'issue sera ouverte. Il n'y a pas de solution toute faite, tout au plus quelques principes généraux qui peuvent nous aiguiller vers un autre monde : contre les dominations (patronale,

impérialiste, masculine, religieuse, idéologique...), pour l'auto organisation (dans son quartier, son école, au travail...), pour l'égalité (dans l'accès au bien-être, au logement, à l'éducation, à la santé, à la culture...), pour les libertés (de vivre, de croire, de ne pas pratiquer, de s'exprimer, de jouir avec ou sans entrave...). Les dogmatiques et autres donneurs de leçons peuvent annoncer leurs slogans et recettes : cela ne remplacera pas la nécessité d'inventer un autre monde ensemble.

L'issue sera internationaliste. De l'Égypte à la Grèce, du Portugal au Chili et à Wall Street, c'est partout dans le monde que s'élèvent les voix contre le capitalisme à la dérive. Perdre de vue la dimension internationale de la lutte, c'est se condamner au repli sur de pseudo solutions nationales quand le capitalisme a depuis longtemps mondialisé la production et la division du travail, les échanges, le pillage des richesses et la destruction de l'environnement. L'alternative est dans la constitution d'une souveraineté populaire mondiale : aux peuples tous ensemble de prendre les choses en main, d'abolir dettes et grande propriété, et de remettre le monde à l'endroit.



CERCLE DU SILENCE

à Pont à Mousson
samedi 10 décembre et
14 janvier à 10H30
place Duroc.

à Nancy
samedi 31 décembre à 15H00
place Stanislas.

Modification de date

Les écoles en danger. Nous sommes tous concernés.

La réunion publique de défense des écoles dans la communauté de commune de Seille et Mauchère organisée par le **Collectif pour la Vie des nos Écoles de Villages** et le **Collectif de Défense des Services Publics** de Leyr initialement prévue le Vendredi 25 novembre 2011 a été reportée au **Vendredi 27 janvier 2012 à la salle des fêtes d'Abaucourt à 20H30**

Le MAN et le MOC de Nancy vous invitent,

le mercredi 14 décembre à 20h30,
au Caméo St Sebastien de Nancy,
à la projection du film "**Tous au Larzac**" de Christian Rouaud :
« ...Dix ans de résistance, d'intelligence collective et de solidarité... »
La projection de ce film sera suivie d'un débat.

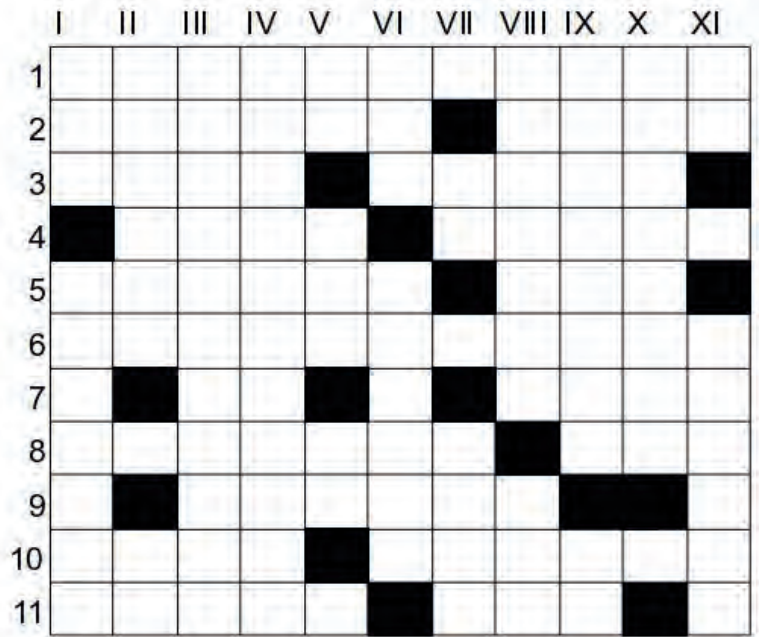
MOTS CROISES par Victor K.

Horizontalement

- 1 Les banquiers en sont de bons exemples.
- 2 Brute galonnée. Beaucoup.
- 3 Cuivre. Pote à Mario.
- 4 N'a pas d'amis. Scène de corrida
- 5 Egares. Tête de liste à Oxford.
- 6 Ancien bachelier.
- 7 Métal. Pharaon.
- 8 Chosifiés. Nitouche est la plus faux-cul de toutes.
- 9 Anéantir le capital. Canard lorrain.
- 10 Mouilles le maillot. Dénuda les fèves.
- 11 Ecossais. Banque méridionale.

Verticalement

- I Fin de partie. Perdise mon bronzage.
- II Distracts. Vieille ville.
- III Y en a pas un sur cent.
- IV Pratique de patrons, n'en déplaie à Sarkozy.
- V Fleuve. Diode. Non plus
- VI Rivière. Femme poisson
- VII A peine la moitié du quart. Tous les régimes européens le sont.
- VIII Agrandissons. Obsession umpiste
- IX Pressées. Métal mou.
- X Sa tête à couper. Toutes abrégé.
- XI Nazi. Rejetteras l'assertion.



	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI
1	G	E	N	D	A	R	M	E	R	I	E
2	U	R	A	N	I	U	M	■	U	N	S
3	A	S	T	A	T	E	■	K	I	R	S
4	N	E	T	■	■	■	L	E	O	N	I
5	T	■	E	N	C	L	U	M	E	■	S
6	A	R	R	O	S	E	R	I	E	Z	■
7	N	■	A	R	O	S	A	■	S	E	L
8	A	T	■	I	■	■	S	C	■	I	E
9	M	A	R	A	U	D	I	O	N	S	■
10	O	U	R	S	■	P	E	L	O	T	E

Solutions du numéro 6